

programme ne représente nullement un retour en arrière : la concentration, la planification, que le capitalisme a développées, ont un caractère de classe bien défini; c'est non en les niant, mais en changeant radicalement ce caractère, qui se manifeste d'ailleurs même du point de vue technique, que l'économie socialiste représentera un stade supérieur des formes de production. Aussi, le programme prolétarien n'a rien à voir avec les conceptions anarchistes et syndicalistes d'organisation spontanée, fédéralistes, décentralisée, de l'économie, organisation qui laisse chaque entreprise, chaque groupe de producteurs se débrouiller comme ils l'entendent, et aboutit en fait (voir encore l'Espagne 1936) soit au retour à des formes précapitalistes (agriculture) soit à des méthodes capitalistes de rétribution et de concurrence entre entreprises.

Le programme de la nouvelle avant-garde devra tout d'abord se débarrasser d'une série de positions qui ont été défendues par la III^e Internationale, et qui, soit étaient fausses à l'époque, soit ont changé de signification depuis. Ainsi la tactique du « front unique », le mot d'ordre de l'indépendance nationale des pays coloniaux, celui du partage des terres ne peuvent actuellement qu'accroître la confusion des ouvriers et accentuer l'emprise idéologique des courants réactionnaires de la classe.

Reprenant la critique de la démocratie bourgeoise, faite par Lénine, mais surtout en insistant sur la transformation totalitaire de cette démocratie, l'avant-garde rejettera toute forme de parlementarisme ou de participation « révolutionnaire » aux élections. Sur quelque terrain que ce soit, elle défendra résolument une position anti-collaborationniste et combatta donc toute participation à un organisme étatique (Comités d'entreprise, de « gestion », organismes de culture, de loisirs, etc...)

La transformation des syndicats en organisme de gestion de la force de travail par l'Etat sera le fondement de son attitude de dénonciation de cet appareil bureaucratique. Par sa critique théorique et politique, par sa participation aux luttes ouvrières, l'avant-garde s'emploiera à soulever devant les travailleurs la nécessité de la reconstruction de leurs organismes autonomes de lutte et appuiera toutes les initiatives qui, dans ce sens, se feront jour dans la classe.

Les formes de ces organismes, comme aussi les moyens de lutte ne pourront être précisés qu'à travers l'expérience actuelle et à venir de la classe ouvrière. Il est cependant indispensable d'affirmer dès maintenant la valeur positive des luttes ouvrières contre l'exploitation, même sous leurs formes les plus élémentaires. Le fait que la plupart du temps et dès qu'elles atteignent une certaine ampleur, ces luttes sont ou tendent à être intégrées dans le conflit russo-américain ne signifie nullement que des luttes autonomes soient toujours et partout impossibles.

Une des tâches les plus importantes et les plus urgentes de l'avant-garde dans la situation actuelle sera de relier, à l'échelle internationale et sur la base d'un programme dont il est déjà possible de définir les points essentiels, les organisations et les militants qui luttent sur des positions internationalistes et révolutionnaires.

Mai 1951.

Vera, Camille, Jean Dominique, André,
Maurice, Gaspard, Marcel.

NOTES

LA SITUATION INTERNATIONALE COREE : FIN DE LA GUERRE FROIDE

La capacité d'une direction révolutionnaire se mesure à son aptitude à juger de la signification profonde des grands événements internationaux qui constituent la trame concrète de l'évolution historique dans laquelle le prolétariat révolutionnaire doit s'insérer comme force indépendante et consciente.

Les événements de Corée viennent de mettre à nu ce fait — dont jusqu'ici on ne pouvait avoir qu'une compréhension théorique — qu'il n'existe actuellement plus la moindre organisation révolutionnaire se réclamant du marxisme qui puisse prétendre à jouer ce rôle de direction révolutionnaire. En effet, face à l'extraordinaire confusion et à l'extraordinaire aveuglement des classes dirigeantes en présence des événements qu'elles ont déclenchés, mais qui les dépassent de loin, les prétendues directions révolutionnaires n'ont pu faire que la preuve concrète de leur impuissance et de leur stérilité idéologique.

Nous ne prendrons comme exemple que la « prise de position » de « La Vérité », organe central de la section française de la IV^e Internationale, dans son numéro daté « 2^e quinzaine de juin », sous la signature de M. Blanchard, qui n'est autre qu'un membre éminent du Secrétariat International. Dans cet article d'une centaine de lignes, en dehors d'un maigre historique de la « question coréenne », les prolétaires sont gravement informés qu'« il est évident que la guerre de Corée ne sera nullement le signal d'une conflagration générale. Elle n'est qu'un conflit localisé dans le genre du blocus de Berlin (sic) qui aboutira sans doute à une conclusion localisée. Nous devons nous habituer à ces conflits (!) qui, comme les pourparlers engagés périodiquement, font dorénavant partie de la stratégie de la guerre froide... La politique de la bureaucratie soviétique donne une fois de plus un coup de poignard dans le dos des partis communistes engagés partout dans le monde dans une campagne dont les deux thèmes (« lutte pour la paix », « la paix mondiale ne tient qu'à un fil ») viennent d'obtenir une réputation flagrante en Corée » (re-cto).

Voilà à quelles pauvres absurdités aboutit la « science marxiste-léniniste » (comme diraient leurs amis yougoslaves) des dirigeants de cet « Etat-Major de la révolution mondiale ». Il est vrai que (en quatrième page) « La bataille ... pour le départ des brigades bat son plein dans toute la France » et que c'est probablement à cette ba-

taille-là que se trouve lié le sort du monde, puisque ce sort dépend de l'avenir de la « révolution socialiste » de Tito. Ce même Tito, qui par ailleurs ne semble pas être très sur de son propre avenir et dont l'organe officiel d'information, l'agence télégraphique « Tanjug » est actuellement le seul organe d'information au monde qui depuis trois semaines ne souffle pas un seul mot sur le conflit de Corée, ce qui n'est certes pas pécher par excès d'audace en matière d'orientation révolutionnaire du prolétariat international.

C'est pourquoi entamer une analyse quelque peu sérieuse des événements de Corée, n'est pas une œuvre propagandiste, mais la continuation de l'effort d'orientation révolutionnaire patient qu'a entrepris « Socialisme ou Barbarie » dès sa parution. C'est là la seule manière de poser les bases d'une lutte efficace contre les entreprises de mystification de la bureaucratie contemporaine et de ses multiples appendices.

LA SECONDE PAIX MONDIALE.

La guerre de 1914-18 en inaugurant le caractère mondial des guerres impérialistes, avait par cela même affecté un caractère mondial à l'état de paix. Or ce qui a distingué cette première paix mondiale de la seconde c'est l'illusion largement répandue à l'époque, de la pérennité de la paix. Ceci est tellement vrai que les marxistes révolutionnaires à l'époque ont été obligés de combattre cette illusion et que pour cela ils se sont attachés à montrer en quoi, sur des bases capitalistes, l'Europe issue du traité de Versailles était inviable (multiplication et découpage arbitraire des nationalités cloisonnées auquel on opposait le mot d'ordre des « Etats-Unis socialistes d'Europe »).

Après 1939-45, non seulement il n'a plus été question de paix, mais encore la perspective d'une troisième guerre mondiale se trouvait déjà incluse dans la guerre dont on venait de sortir. Mais cette fois-ci il n'était plus besoin de théorie pour le prouver, car il ne s'agissait plus d'une inviolabilité abstraite d'une poussière de nationalités mais bien au contraire de l'ultime concentration du monde entre deux immenses blocs, les U.S.A. et la Russie. Il était clair aux yeux de tous que la formidable extension en Europe de la Russie, conjuguée à la nature du régime russe impliquait une telle perspective.

D'autre part cependant, pour être certaine, cette perspective de troisième guerre n'était qu'une perspective dont l'échéance ne pouvait être déterminée. La meilleure preuve en est que, tout aussi clairement était exclue l'illusion hitlérienne — d'ailleurs voulue et de nature essentiellement propagandiste — de la transformation immédiate de la guerre en conflit russo-américain. Les fameux accords de Yalta, et en général la politique de Roosevelt, qui sont maintenant qualifiés d'erreur historique magistrale par les « occidentaux », ne faisaient en réalité qu'officialiser ce fait indéniable et dont la base était à la fois objective et subjective. Objective dans le sens que la guerre contre l'Allemagne hitlérienne qui jusqu'à la fin demeura extrêmement puissante reposait matériellement sur l'alliance de la Russie et de l'Amérique. Subjective dans le sens que la préparation idéologique de la guerre contre « l'hitlérisme » excluait sa transformation sans discontinuité en guerre contre le « communisme ». Durant les deux premières années qui suivirent la fin de la guerre cette perspective d'un nouveau conflit se précisait, se concrétisa et prit pour ainsi dire tout d'abord corps à travers la main-mise russe sur les pays satellites et à travers le caractère social de cette main-mise qui assurait l'élimination violente des formes classiques du capitalisme. C'est de cette situation que s'est progressivement engendré l'état de fait de la guerre froide, auquel a ensuite correspondu la théorie américaine de la guerre froide.

En tant qu'état de fait d'ailleurs la politique d'intimidation que constitue la « guerre froide » trouve son origine beaucoup plus loin. Du côté russe on peut dire qu'elle a presque toujours été la pratique courante. Du côté américain on trouve son origine embryonnaire lors de l'explosion de la bombe d'Hiroshima, ainsi que nous l'avons déjà montré dans un article du numéro 3 de cette revue. L'histoire prouve en effet sans réfutation possible que l'utilisation réalisée d'ailleurs de justesse) de la bombe atomique contre le Japon n'a eu pour autre raison d'être que de frustrer la Russie du fruit de son intervention trois mois après Potsdam, ainsi qu'il était convenu d'un commun accord. « Ainsi, disions-nous, non seulement la très puissante offensive russe... passa entièrement inaperçue, mais encore, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, les Américains ont pu faire du Japon un de leurs fiefs les plus incontestés. » On voit, en passant, que dans la pratique « l'erreur de Yalta et de Potsdam » s'est trouvée singulièrement corrigée par un réalisme dont on ne saurait contester la froideur calculée.

En fait le massacre spectaculaire des populations d'Hiroshima et de Nagasaki a servi aussi à forger le mythe de la supériorité écrasante de la bombe atomique, mythe, qui, tant qu'a duré le monopole américain de la bombe a constitué l'épine dorsale de la guerre froide américaine. C'est la raison pour laquelle nous disions que la déclaration Truman sur l'explosion atomique russe « sanctionne officiellement la fin d'une étape politique »... et que « la période qui s'ouvre se caractérisera par la mise au point systématique d'une stratégie de caractère stable, formant corps de doctrine et par la mise en œuvre de moyens matériels et humains qui doivent en faire une réalité. » Nous ajoutions que « pour la première fois depuis quatre ans le problème réel du rapport de force stratégique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. se trouve placé sur son véritable terrain. »

LA THEORIE AMERICAINE DE LA GUERRE FROIDE.

Il faut reconnaître cependant que nous nous sommes trompés sur un point. S'il est exact que l'explosion atomique russe a provoqué de la part des américains une stratégie de caractère stable formant corps de doctrine, il est faux par contre que cette explosion ait fait comprendre aux dirigeants américains que la perte du monopole atomique sanctionnait réellement la fin d'une étape politique. C'est la guerre de Corée qui joue et qui jouera ce rôle. En effet ils se sont accrochés à la théorie de la guerre froide à laquelle ils ont donné une double expression : « la politique du risque calculé » de Johnson, secrétaire d'Etat à la Défense et celle de « la diplomatie totale » de Acheson, secrétaire au Département d'Etat.

En quoi consistait cette « politique du risque calculé » ? C'est ce que nous allons voir en mettant à contribution un article fort bien documenté d'un envoyé spécial du « Figaro » intitulé : « J'ai vu les nouvelles armes américaines » et dont la publication en feuilleton s'est terminée... à peine une semaine avant le déclenchement du conflit coréen.

Tout d'abord à une réduction des effectifs, car « ce faisant les dirigeants de ce grand pays affirment sauvegarder sa santé et sa force ». Plus concrètement : « Durant les derniers six mois de l'année 1949 il y a eu encore de sévères compressions : 2.000 officiers et 63.000 hommes ont été renvoyés à la vie civile ; 145.000 employés civils ont été licenciés, 51 installations militaires ont été fermées ou réduites... » « Le « Marine Corps » ne compte plus que huit bataillons à effectifs de temps de paix (543 h. au lieu de 1040 en temps de guerre) au lieu de onze. Ses 24 escadrilles d'aviation tactique ont été réduites à 14 depuis le début de cette année ; deux encore vont être désactivées... » Au total au lieu des 90 divisions

de combat durant la guerre, il n'y en a plus que dix à effectifs réduits. La Russie, estime-t-on par contre entretient actuellement 175 divisions. « Ce déséquilibre n'est-il pas une menace pour la paix du monde ? demande l'auteur de l'article. Non puisque Johnson a répondu par cette phrase lapidaire : « Transformer la graisse en muscles ». Les muscles se sont les « armes nouvelles » qui ont « multiplié la puissance de feu de l'infanterie par 15 par rapport à ce qu'elle était en 1940 ». Ajoutez à cela les progrès actuels et à venir de l'aviation, des armes atomiques, etc... et l'on proclame que « la force armée des Etats-Unis est formidable ».

Mais maintenant voici « le risque » « la plupart des divisions sont pourvues principalement en équipement de la dernière guerre... Quelques unités seulement ont cette remarquable puissance de feu. » « En tanks nouveaux l'armée n'a guère que des prototypes... et ces mystérieux B.36 auxquels incombe, le cas échéant, la première mission de représailles atomiques, n'existent qu'à soixante exemplaires. » En conclusion Johnson déclare : « Nous n'avons pas et ne pouvons penser avoir jamais en temps de paix tous les hommes et tout le matériel nécessaire à la guerre. » C'est pourquoi les Etats-Unis, conclut l'auteur de l'article mettent au point des prototypes et qu'ils les fabriquent seulement en petite série.

Sur quoi en définitive repose ce « risque » ? Le général Bradley, chef d'Etat-Major inter-armes des U.S.A. nous répond : « Notre conviction raisonnée est qu'il n'y aura pas la guerre durant les deux ou trois prochaines années, et en conséquence nous préparons des plans pour la défense collective basés sur cette probabilité. »

On voit que cette théorie du risque calculé se ramène tout simplement à la préparation de la « guerre de demain ». C'est dans ce cadre étroit et préconçu que se sont déroulés deux polémiques : en Amérique celle sur la concurrence armée de l'air-marine et qui s'est soldé par la victoire de la première ; en Europe sur l'organisation matérielle et la stratégie servant de base au Pacte Atlantique. Assez curieusement la victoire du B. 36 a été assurée sur les données actuelles et non à venir, alors que les « occidentaux » ont été rassurés par des affirmations du genre : « l'utilisation de la bombe atomique pour des utilisations tactiques et la grande avance récemment acquise en armes anti-tanks rendent la défense beaucoup plus efficace maintenant qu'elle ne l'était en 1940-41 » (Bradley, juin 1950).

Ces citations peuvent évidemment laisser rêveur, mais de toute manière elles n'autorisent nullement à tirer les conclusions qui ont été très généralement celles de la presse. On a lu, en effet, d'une part que les armes modernes américaines ne valaient pas grand chose, que les avions à réaction étaient trop rapides, etc... Sur ce point laissons faire les événements eux-mêmes et nous verrons que ces mêmes journalistes font, dès les premiers succès américains, exactement le chemin inverse avec autant d'empressement et certainement plus d'exagération. On a lu ensuite que tous les débâcles américains provenaient de M. Johnson et de sa politique. En Amérique même il semble devenu le bouc émissaire indispensable en de telles occurrences.

Rien n'est plus superficiel, rien même n'est plus dangereux parce que cette superficialité même voile le problème politique fondamental qui est posé et auquel sont liées toutes les questions des perspectives du conflit actuel. La politique du risque calculé, loin d'être une idée « personnelle » du secrétaire à la Défense ne constitue que l'autre face de la « diplomatie totale » d'Acheson, et toutes deux sont la concrétisation de la théorie de la « guerre froide » qui a servi de base à la politique américaine depuis le coup d'Etat de Prague. On connaît la base principale de cette diplomatie : le « communisme » puis, si force dans la situation économique et sociale du monde capitaliste et c'est donc sur ce terrain-là qu'il

faut le battre. Cela signifie, pour l'Amérique, pas de mise de nomie sur pied de guerre, limitation du budget militaire (18 milliards de dollars au lieu de 17 ou 19 réclamés par Foran, prédécesseur de Johnson), organisation de la « prospérité », Deal, point 4, Truman. Pour l'Europe, cela signifie : le Plan Marshall, pas de crédits trop lourds pour les défenses nationales qui déséquilibreraient les budgets et mettraient en cause la « stabilité monétaire ». Ne pas agir ainsi n'aurait, pensait-on, pu que faire le jeu des Russes. On ne s'est cependant pas posé la question de savoir si en agissant ainsi on ne faisait pas tout autant le jeu de ces mêmes Russes. En effet il y avait déjà une contradiction entre les deux faces de cette politique, entre le développement des armements modernes et la restriction des crédits de guerre, contradiction qui s'est exprimée concrètement dans le fait que Truman a été amené à s'opposer à l'extension de la flotte aérienne des U.S.A. de 48 à 70 groupes, malgré le vote du Congrès dans ce sens.

Mais cela n'était relativement pas grave, étant donné que la notion même de la guerre froide résolvait pour ainsi dire cette contradiction. En effet si l'on veut analyser cette notion de plus près, on verra ce que — en tant que celle — elle a d'artificiel. Dans la pratique de la guerre froide on peut dire que les Russes sont passés maîtres, mais jamais ils n'en ont fait une théorie qui puisse entraver leur liberté de manœuvre. Les Américains eux ont fait une théorie de la guerre froide, qui, en définitive, en tant que théorie se résoud à cette tautologie : tant qu'il n'y a pas la guerre c'est quand même la paix, donc on n'a matériellement à faire face qu'à une éventualité de guerre ; ensuite (second terme de ce profond raisonnement) lorsqu'il y aura la guerre ce ne sera plus la paix, et dans la guerre c'est la supériorité technique et matérielle qui l'emporte toujours en définitive. Si curieux que cela paraisse c'est aussi bête que cela. Cependant une des conséquences de cette platitude avait un semblant de raison et ce semblant de raison rejaillissait sur la théorie elle-même, en en voilant le vide. Tant qu'il n'y avait qu'une éventualité de guerre, on risquait, si on n'y prenait garde, de se faire battre par les Russes sur le terrain de la paix, sur le terrain social. Malheureusement si la base sociale des Russes dans le camp occidental était effectivement la misère et l'exploitation, ce qui est une base solide, les Américains ne pouvaient au mieux qu'organiser une soi-disant « prospérité » et qu'un soi-disant « relèvement économique », qui sont bons pour les manuels d'économie politique, mais qui ne modifient en rien l'exploitation des masses laborieuses.

C'est sur la base de cette illusion démagogique que les « Occidentaux » ont pu considérer que la guerre froide se soldait d'une manière positive pour les Américains : le « communisme » était contenu politiquement et socialement en Europe occidentale, et il n'y avait pas de crise en Amérique. Quand à la « vraie guerre », celle de demain, on pouvait annoncer quotidiennement que l'Amérique la gagnait... dans les laboratoires et sur les bancs d'essai.

Les événements de Corée viennent de prouver le caractère catastrophique de cette conception qui, sous les apparences d'une grande politique, repose sur un postulat de base purement utopique. En effet, s'il est exact qu'il y ait une pratique de la guerre froide, la théorie de cette même guerre froide ne correspond nullement à la réalité du processus historique. Les Russes ont rompu le jeu, et sur un point donné du globe qui leur était favorable, ils ont jeté le gant, mais d'une manière suffisamment adroite pour ne pas provoquer la « vraie guerre ».

Mais qu'est-ce alors que cette guerre de Corée ? Une « opération de police » ou une « pacification » de type colonial localisée, une guerre d'Espagne ? C'est ce que nous allons voir.

LA GUERRE DE COREE

La guerre de Corée est effectivement, **DANS SA FORME**, une guerre civile dans les conditions d'un pays arriéré luttant pour son indépendance nationale. Mais il ne s'agit là que d'une forme dont le contenu est entièrement vide. En effet, on ne voit pas très bien de quelle « indépendance nationale » peuvent bénéficier les Coréens du Nord qui en sont les champions idéologiques. Des vieux pays avancés de l'Europe occidentale, tels la Tchécoslovaquie, pour ne citer qu'elle, sont payés pour savoir ce que vaut l'indépendance nationale sous le contrôle de la bureaucratie. En réalité, en Corée, de même qu'en Chine, on se trouve en présence d'une expression particulière du phénomène bureaucratique dont le contenu n'est pas et ne peut pas être progressif. Ce phénomène a certes des bases sociales autochtones profondes d'où il tire sa force réelle, mais ces bases sociales rentrent justement en contradiction avec tout mouvement ayant pour objet une véritable émancipation.

Dans le cas de la Corée, d'ailleurs, il n'est pas besoin de discuter longuement sur cet aspect de la question. En tant qu'action armée, cette guerre inclut dans son contenu une véritable dialectique des armements et de la « vraie guerre » et que seule la Russie peut fournir, et qu'elle ne fournit certainement pas à un mouvement indépendant. Poser la question coloniale ici c'est faire le jeu de la bureaucratie stalinienne dont la force réside justement dans la conjoncture concrète de la base sociale qu'ils ont dans tous les pays, et du matériel que ces pays considérés indépendamment n'ont pas et ne peuvent avoir, mais qu'elle leur procure quand il le faut.

D'ailleurs, la théorie de la lutte pour « l'indépendance nationale » est ici l'homologue exact, dans la terminologie ouvrière, de la théorie de l'« opération de police » dans la terminologie bourgeoise. En réalité on ne pourrait pas expliquer le fait que la disproportion inouïe qui existe entre la petite Corée du Nord et les immenses U.S.A. n'a joué jusqu'ici que peu de rôle, si derrière cette première ne se trouvaient la puissance et le contrôle étroit de la Russie. En fait, ce sont ces armements et cette organisation armée importés de l'extérieur qui pèsent d'un poids singulièrement lourd dans cette guerre « localisée ». Jusqu'ici, en Indochine, et même en Chine, la conjoncture des bases sociales autochtones et du matériel lourd ne s'était pas révélée comme une force aussi formidable. Il n'est pas étonnant que l'on rapporte que l'on considère à Washington que « la guerre de Corée a démontré que les Soviétiques ont trouvé une recette inédite pour faire d'un pays satellite un allié militaire capable de mener une campagne selon les règles de la guerre moderne » et que cela a forcé l'état-major de réviser ses estimations sur les armées satellites « auxquelles on n'attachait pas une bien grande importance dans la balance des forces militaires. »

En présence de cette situation, les Américains apparaissent clairement, eux, comme étant dénués de toute base sociale, et, de plus, paradoxalement, semblent ne même pas disposer aux moments et aux endroits voulus du matériel qui devait normalement fonder leur supériorité...

La première affirmation ne peut prêter à aucune controverse. Du fait même de leur carence idéologique totale, les Américains sont actuellement plus dénués de bases sociales dans le monde que ne pouvait l'être l'Allemagne hitlérienne en Europe.

La seconde est beaucoup plus sujette à caution et a donné lieu, dans la presse, à une débâcle d'élucubrations. La thèse généralement adoptée a été le suivant : les Américains auraient le matériel et l'organisation de la « guerre de demain » (guerre intercontinen-

tales) et pas celui de la guerre d'aujourd'hui (misérable petite guerre locale).

Cette opposition est évidemment absurde dans son fond. Mais, de toute manière, ainsi que nous nous sommes attachés à le montrer plus haut, les Américains n'ont précisément pas encore le matériel et l'organisation de demain, et ceci justement parce que leur politique était de se préparer à avoir ce matériel « pour demain » et de prendre « le risque calculé » de ne rien avoir « aujourd'hui », parce qu'aujourd'hui ce n'est pas encore la guerre, mais seulement la guerre froide. En fait, d'ailleurs, le matériel de la dernière guerre se trouvait emmagasiné dans les immenses parcs de réserve que décrivaient encore avec complaisance les journalistes il n'y a pas un mois. « Il y a là, disait l'un d'eux, plus de 10.000 tanks en réserve, guère moins de camions, guère moins de jeeps et des talus de bombes. Et il y a dans le pays quarante camps de cette sorte, plus ou moins importants. » Cependant, d'une part il manquait l'organisation armée nécessaire à la mise en œuvre de ce matériel, et, d'autre part, ce matériel lui-même se trouve surclassé par le matériel de même type fourni par les Russes aux Coréens du Nord. Et l'on voit bien ici en quoi cette opposition entre guerre d'aujourd'hui et de demain est factice. Dans l'enquête du « Figaro », que nous avons citée, l'auteur pouvait se permettre de déclarer avec assurance : « L'art de la guerre a considérablement changé... le tank est au déclin de son ère, ses jours sont comptés. » Malheureusement, ils n'étaient pas comptés à un mois près, ni même d'ailleurs à un an. En fait, les Coréens ont au moins partiellement le matériel de la guerre de demain, si l'on n'estime pas que ce demain sera dans 15 ou 20 ans, et c'est ce qui fait leur force.

La vérité c'est que les événements de Corée ont fait la preuve d'une inadaptation profonde de la politique américaine de la « guerre froide » à la réalité, et qu'il serait absurde de vouloir rendre compte de cette inadaptation en termes militaires de matériel d'hier ou de demain.

LA READAPTATION AMERICAINE

C'est d'ailleurs justement à un tournant profond de réadaptation auquel les Américains sont irrésistiblement entraînés.

La première réaction est une prise de position empirique : la mise sur pied d'un dispositif de sécurité mondial capable de faire immédiatement face à toute éventualité, c'est-à-dire, sur le plan politique, la reconnaissance d'un nouvel état de fait qui n'est plus la « guerre froide ».

Sur ce terrain empirique lui-même, les répercussions de ce tournant ne pourront être que considérables. La mobilisation industrielle, même partielle des U.S.A., la remise en marche, même prudente, du contrôle étatique, l'accélération du stockage des « matières premières stratégiques », l'extension du budget de guerre (sans parler des dépenses « courantes » de l'intervention en Corée chiffrée durant les treize premiers jours à une moyenne quotidienne de 70 milliards de francs (1) — Alors que Plevin réclame un supplément de 80 milliards en France pour l'année à venir), tout cela ne peut qu'avoir des répercussions profondes en Amérique et peut-être plus encore dans le monde « occidental » lui-même. Ce sujet, à lui seul, mériterait de longs développements et les mois à venir nous en offriront amplement l'occasion.

Cependant, à cette réadaptation empirique doit correspondre un réajustement politique. En effet, se préparer purement et simplement à une guerre de « demain », qui ressemble de plus en plus étrangement à une guerre « d'aujourd'hui », ne constitue nullement

(1) Chiffre provenant d'une dépêche d'agence et sujet à caution.

une solution satisfaisante parce qu'il est impossible de baser une politique sur la résignation à la guerre. Et parce qu'une telle politique ne peut que prêter le flanc à la critique « pacifiste » des Russes. C'est donc dire que les Américains n'abandonneront l'impasse de la guerre froide que pour rentrer dans une autre impasse encore plus radicale, quels que soient les slogans dont elle pourra se parer.

Cet aspect de la question est extrêmement important car il permet de déceler où se trouvent les moteurs de la guerre, ou tout au moins les facteurs qui poussent à son accélération.

Ayant des bases historiques et sociales dans le mouvement ouvrier datant de plus de trente ans, la bureaucratie stalinienne russe se trouve dans la contradiction suivante : partout où elle étend sa domination (et à l'origine en Russie même) la bureaucratie détruit violemment le caractère prolétarien de cette base sociale et historique au moyen d'une lutte permanente qui n'a ni fin ni limites et se trouve ainsi obligée, d'une manière permanente, d'exploiter à l'extérieur les avantages que lui confère cette base hors de l'orbite de sa domination effective, c'est-à-dire dans le monde capitaliste. Cela signifie que les contradictions du régime d'exploitation bureaucratique russe sont d'une nature qui diffère de celles que l'on avait l'habitude de décrire comme étant les contradictions classiques du capitalisme.

Ainsi la Russie se trouve poussée à mener et à approfondir en permanence une lutte qui conjugue sa puissance matérielle et ses bases sociales extérieures, c'est-à-dire à une lutte, d'un type pourrait-on dire nouveau. Etant donné que tout en étant universelle elle s'exprime à travers une grande diversité de modes et suivant un échelonnement dans le temps et l'espace qui la fait se présenter comme une série de combats de détails (bien que parfois sur une très vaste échelle comme en Chine), bien que tout le monde sache réellement qu'il s'agisse d'une lutte d'ensemble, peut-être la plus totale qui n'ait jamais existé.

Voilà l'adversaire auquel les Américains ont à faire face et contre lequel ils sont désarmés socialement et historiquement. C'est la raison pour laquelle, faute de pouvoir vraiment jamais l'affronter entièrement sur son terrain, ils ne peuvent que pousser concrètement à l'accélération d'une guerre généralisée.

Toutes les prises de positions politiques intermédiaires à venir du département d'Etat se présentant comme destinées à éviter la guerre seront dominées de loin par cette nécessité, et ne sauront plus entraîner les illusions et les espoirs sur leur efficacité, comparables à ceux que la politique de la guerre froide avait engendrés dans le monde occidental.

Résumons-nous :

1. Il ne suffit pas de dire des événements de Corée qu'il s'agit d'une guerre civile qui s'intègre dans la lutte des deux blocs. Il s'agit directement de cette lutte entre U.R.S.S. et U.S.A., qui se manifeste à un point déterminé. Si U.R.S.S. et U.S.A. n'étaient pas les antagonistes directs dans cette affaire, la guerre de Corée eût été impossible, matériellement et politiquement.

2. Ce fait même enlève toute signification « nationale » ou « sociale » à l'action des Nord-Coréens. La guerre pour laquelle ils fournissent l'infanterie ne sert objectivement qu'à étendre l'orbite de domination russe et le régime du capitalisme bureaucratique.

3. Encore une fois, à l'occasion de la guerre de Corée, apparaît la différence sociale fondamentale des deux systèmes d'exploitation en présence, qui confère actuellement la suprématie à la bureaucratie stalinienne : celle-ci est capable de mobiliser et d'utiliser pour sa lutte des forces efficaces au sein de chaque société. La bureaucratie naissante entraînant derrière elle, pour toute une période, les masses exploitées; en revanche, l'impérialisme américain ne peut s'appuyer, presque toujours, que sur la planche pourrie des bourgeoisies nationales décomposées, démoralisées et déconfites. Sans

disparaître, cette différence sera de plus en plus limitée au fur et à mesure que l'on approche de la guerre, la Russie apparaissant de plus en plus comme une puissance belliqueuse et les actions des partis communistes perdant l'esprit « social » au profit de l'efficacité militaire.

4. En revanche, le conflit coréen agit comme un puissant facteur d'amélioration du processus de concentration au sein du bloc occidental : le besoin d'un commandement unique, la militarisation croissante de la vie sociale et de l'économie, la subordination de plus en plus complète des pays satellites de l'Amérique seront les facteurs de l'évolution du monde occidental.

LA GREVE AUX ASSURANCES GENERALES VIE

La Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie, comme la plupart des compagnies d'assurances, n'avait pratiquement jamais été entraînée dans les grands mouvements de la classe ouvrière (juin 36, novembre 47 etc.).

A la suite de la grève de mars qui a duré deux semaines (du 7 au 23 mars) et touché la presque totalité des compagnies de la région parisienne, les employés des A. G. Vie viennent de rentrer avec 7 % d'augmentation. Cette grève, suivie par la presque totalité du personnel de la Compagnie (cadres y compris) a été une surprise pour les vieux employés. Le changement s'explique si l'on compare les formes de travail d'il y a une quinzaine d'années avec celles qu'on rencontre aujourd'hui. Cette transformation est due au fait que l'Assurance en général et l'Assurance sur la Vie en particulier, s'adapte depuis un vingtaine d'années de plus en plus aux classes moyennes et même à une partie du prolétariat. Cette orientation a pour conséquence directe une augmentation du nombre des affaires (en même temps d'ailleurs qu'une baisse relative du capital moyen assuré); c'est pour faire face à une gestion plus lourde d'une part et aux nécessités de la concurrence d'autre part que la grande majorité des Sociétés a été amenée à procéder à la rationalisation du travail. L'aspect du milieu du travail a changé du tout au tout : les petits bureaux sombres et poussiéreux ont fait place aux vastes bureaux vitrés plus clairs et plus commodes à surveiller, le bruit des machines a remplacé le silence traditionnel. Pendant cette même période, les méthodes de travail se transforment par l'introduction de la mécanisation et du travail au rendement. Autrefois, l'employé entré sans connaissances spéciales (c'était le cas de l'immense majorité) faisait un stage d'au moins six mois pendant lequel il se mettait au courant d'un certain nombre de routines. Par la suite il pouvait améliorer son salaire en s'assimilant l'« esprit de la maison » et en acquérant une habileté supérieure à la moyenne, en « apprenant à travailler ». L'éventail des salaires largement ouvert — de 1 à 7 (janvier 1936) — permettait de « stimuler le dévouement à la maison ». L'autorité des cadres reposait sur deux éléments : leur culture générale et technique relativement étendue et des rapports personnels très étroits avec la direction.

En comparant ces quelques généralités sur les conditions de travail d'il y a une quinzaine d'années avec les méthodes de production actuelles, nous essaierons de déterminer les facteurs essentiels qui ont provoqué une modification du comportement de l'employé par rapport à la « production ». Aujourd'hui, bien que le stage soit encore de trois mois, la fonction d'un employé peut lui être expliquée en quelques heures et au bout d'un mois en général il suit le